

ARRETE n° 2596 CM du 25 novembre 2021 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois d'octobre 2021

NOR : ISP2100587AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 129 CM du 1er février 2018 relatif au nouvel indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 2021,

Arrête :

Article 1er.— Est constaté au niveau de 100,22 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'octobre 2021 (base 100 en décembre 2017).

Art. 2.— Le ministre des finances, de l'économie et du tourisme, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,
de l'économie et du tourisme,
Yvonnick RAFFIN.*

ARRETE n° 2597 CM du 25 novembre 2021 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société civile immobilière Mahinanui, pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un appartement à usage d'habitation principale dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE2122462AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie et du tourisme, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir à l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2020-73 APF du 3 décembre 2020 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande d'aide présentée par la société civile immobilière Mahinanui et déposée le 4 août 2021 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 2021,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 927 114 F CFP (*neuf cent vingt-sept mille cent quatorze francs CFP*), en faveur de la société civile immobilière Mahinanui (n° TAHITI D44132), pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un appartement à usage d'habitation principale dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages estimées à 3 090 381 F CFP (*trois millions quatre-vingt-dix mille trois*

cent quatre-vingt-un francs CFP). Le logement aidé se situe dans la commune de Punaauia.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française, mission 916, programme 91604, AP 355-2021, AE 86-2021, article 204, centre de travail 73000.

Art. 3.— Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-1 de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le ministre des finances, de l'économie et du tourisme, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la SCI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 2021.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,
de l'économie et du tourisme,
Yvonnick RAFFIN.*

ARRETE n° 2598 CM du 25 novembre 2021 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société civile immobilière Kimido, pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un appartement à usage d'habitation principale dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE2121980AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie et du tourisme, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir à l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2020-73 APF du 3 décembre 2020 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande d'aide présentée par la société civile immobilière Kimido et déposée le 7 juin 2021 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 novembre 2021,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 015 559 F CFP (*un million quinze mille cinq cent cinquante-neuf francs CFP*), en faveur de la société civile immobilière Kimido (n° TAHITI 782177), pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages estimées à 3 385 198 F CFP (*trois millions trois cent quatre-vingt-cinq mille cent quatre-vingt-dix-huit francs CFP*). Le logement aidé se situe dans la commune de Moorea.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 355-2021, AE 86-2021, article 204, centre de travail 73000.

Art. 3.— Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.